

Après le mouvement de grève contre la réforme Jospin, ce fut l'heure des bilans. Encore une fois, force nous a été d'avouer que le mouvement de grève avait été l'objet de nombreuses récupérations politiques.

Celles-ci servirent des chéfaillons, des syndicats étudiants (UNEF-id, UNEF-se, UNI) et les partis politiques qui les contrôlent (PS, PC, RPR, FN et à moindre échelle LCR, SOS Racisme etc...). Les seuls qui n'y trouvèrent pas leur compte furent les étudiants, c'est à dire ceux qui firent le mouvement.

En tant qu'anarchosindicalistes, des étudiants de la CNT s'investirent dans ce mouvement. Ils rapportèrent de leur expérience ce problème sérieux qui donna lieu à un débat.

Pour nous le problème de la récupération politique n'est pas nouveau puisque nous voulons garder l'indépendance de notre organisation. Aussi le problème ne fut pas pour nous de trouver les moyens qui permettent d'éviter la récupération mais la façon de vous les expliquer sans que cela soit pris pour une énième tentative de récupération.

Au bout du compte nous en sommes arrivés à cette brochure qui a pour but premier d'expliquer comment se fait la récupération. Ainsi les moyens de l'éviter s'imposent tout logiquement. C'est en fait une méthode "clef en main" que nous vous livrons. A vous maintenant de lire, vérifier et peut-être appliquer.

CLE-CNT (Pau)

Syndicat des Travailleurs de Pau – CNT- AIT  
3, Rue de Boyrie – 64 000 Pau  
[cnt64@yahoo.fr](mailto:cnt64@yahoo.fr)  
[cnt-ait-pau.fr](http://cnt-ait-pau.fr)



## La récupération politique dans les mouvements de grève étudiants





de même de tous les fascismes, de tous les nationalismes et de tous les intégrismes?

Le désespoir peut mener à tout, à nous de ne pas rester spectateurs. Tant que nous laisserons des gens décider à notre place, il ne faudra pas que l'on se plaigne qu'ils agissent pour leur compte.

A chacun de s'interroger et d'agir en conséquence. Nous vous avons proposé une solution au niveau étudiant, pour nous il serait un peu vain de se limiter à ça, maintenant c'est à vous de juger.

## Préambule

Après le mouvement de grève contre la réforme Jospin, ce fut l'heure des bilans. Encore une fois, force nous a été d'avouer que le mouvement de grève avait été l'objet de nombreuses récupérations politiques.

Celles-ci servirent des chéfaillons, des syndicats étudiants (UNEF-ID, UNEF-SE, UNI) et les partis politiques qui les contrôlent (PS, PC, RPR-FN et à moindre échelle LCR, SOS Racisme etc...). Les seuls qui n'y trouvèrent pas leur compte furent les étudiants, c'est à dire ceux qui firent le mouvement.

En tant qu'anarchosyndicalistes, des étudiants de la CNT s'investirent dans ce mouvement. Ils rapportèrent de leur expérience ce problème sérieux qui donna lieu à un débat.

Pour nous le problème de la récupération politique n'est pas nouveau puisque nous voulons garder l'indépendance de notre organisation. Aussi le problème ne fut pas pour nous de trouver les moyens qui permettent d'éviter la récupération mais la façon de vous les expliquer sans que cela soit pris pour une énième tentative de récupération.

Au bout du compte nous en sommes arrivés à cette brochure qui a pour but premier d'expliquer comment se fait la récupération. Ainsi les moyens de l'éviter s'imposent tout logiquement. C'est en fait une méthode "clef en main" que nous vous livrons. A vous maintenant de lire, vérifier et peut-être appliquer.

**A** chaque mouvement de grève étudiant, on entend la même chose: le mouvement est apolitique, détaché de tout parti.

Il est évident que nous n'avons rien à espérer d'un mouvement contrôlé par un parti. Il atteindra les objectifs du parti plutôt que les nôtres. C'est d'ailleurs pour cette même raison qu'il faut se méfier des syndicats aux ordres d'un parti.

Ceci dit, dire qu'un mouvement de grève est "apolitique" relève du non sens. La politique, c'est ce qui touche à la vie de la cité. Ce qui veut dire qu'à partir du moment où l'on effectue un acte qui ne concerne pas sa vie privée uniquement, dès que l'on agit par rapport aux autres, dès que l'une de nos actions induit, volontairement ou par voie de fait, une conséquence quelconque sur autrui, qu'on le veuille ou non, nous faisons de la politique. Ainsi l'ermite qui s'exile fait de la politique, l'homme qui achète son paquet de cigarettes n'en fait pas moins.

Première confusion, nous en verrons bien d'autres, et premier danger. Lorsque les termes sont utilisés de façon approximative le raisonnement et le dialogue le sont aussi. On confond ici la vie des partis et la médiatisation que l'on en fait avec la politique en général. Chose grave car si, effectivement, les jeux d'influence de tel ou tel parti ont peu d'intérêt, s'occuper de politique, c'est s'occuper de sa vie et de ce qu'elle deviendra. Cette confusion n'est pas innocente, les partis sont sensés tout régenter à notre place et un mouvement de grève fait exactement le contraire: nous cessons d'être des pions et affirmons notre colère face à tel ou tel problème. Faire une grève c'est aussi s'occuper de politique mais

Même chose vis-à-vis du problème traité. Les problèmes de l'université nous touchent directement, doit-on pour autant délaissé les autres? Surtout qu'en y regardant de plus près, on se rend compte qu'un problème n'est jamais indépendant des autres. L'université comme le reste est intégrée dans la société, les problèmes de fond qui s'y posent sont les mêmes que pour le reste de la société. L'université doit elle être un droit pour tous ou est-ce qu'une petite poignée doit en avoir le privilège? Qui a droit au savoir? Deux réponses à ces questions. Dans les mouvements de grèves dont on vient de parler se sont affrontées ces deux réponses. Les différents ministres avaient opté pour le privilège, les étudiants pour le droit. Les ministres avaient pensé en terme de rentabilité, les étudiants en terme moral. D'un côté on répond à ces questions selon l'idée: est-ce que c'est cher ou pas, de l'autre, est-ce que c'est juste ou pas?

Chaque problème de société révèle cette même opposition car d'un côté il y a ceux qui dirigent et de l'autre ceux qui subissent. Les intérêts n'étant pas les mêmes, les décisions que prennent les uns ne sont pas celles qui conviennent aux autres. Quels que soient les dirigeants, c'est ce qui se produit car ils se retrouvent toujours, de part la fonction qu'ils occupent, du bon côté de la barrière des inégalités sociales.

Elaborer une organisation qui nous permettra, dans un premier temps, de nous défendre, et dans un second de s'attaquer aux véritables causes des problèmes, voilà notre ambition. S'occuper nous mêmes de ce qui nous concerne au niveau des luttes dans un premier temps, au niveau de la société dans un second.

Le programme est vaste, nous le savons. Mais le désastre l'est aussi. Qui est mort en Bosnie, au Rwanda et dans toutes les guerres qui ont précédé? Jamais des députés, jamais des dirigeants. Ceux qui sont morts étaient comme vous et nous des deux côtés du front. Et à qui ont profité les guerres? Pourquoi ces gens sont-ils morts? Pour quels intérêts? Aujourd'hui au niveau national plus de 6 millions d'exclus, au niveau mondial un cinquième de la population consomme quatre cinquièmes des richesses. Pourtant on sait que l'on pourrait nourrir tout le monde... Les inégalités sociales sont source de conflits. En sachant cela où la situation actuelle peut-elle nous mener? Là où ce genre de situations nous a toujours mené. Est-il utile de rappeler que la crise économique de 1929 et son flots de miséreux a précédé la seconde guerre mondiale? Peut-on se permettre d'ignorer que le nazisme s'est développé avec la misère et qu'aujourd'hui il en est

d'une autre façon (certainement plus efficace). Cette prise de conscience est essentielle si l'on veut éviter la récupération car tant que l'on laissera à d'autres le soin d'agir à notre place il ne faudra pas se plaindre que ceux-ci en profitent.

Le fond du problème n'est donc pas que le mouvement soit politique -il l'est nécessairement- ce qu'il faut éviter c'est qu'une organisation s'en empare et se serve de lui pour ses propres intérêts. Garder le mouvement sur les bases qu'ont adoptées l'ensemble des grévistes, faire en sorte que, par la suite, ceux-ci en gardent le contrôle voilà ce qu'il faut défendre.

Ainsi, au premier abord, il paraît paradoxal de voir que ce sont les membres de partis et de syndicats qui parlent d'apolitisme mais, quand on voit où mène la confusion, on comprend mieux. Nous sommes habitués tous les jours à employer un mot pour un autre, à focaliser notre attention sur de faux problèmes, à estimer de fausses valeurs, tout au long de cette brochure nous allons être obligés, ensemble, de revenir sur grand nombre de choses justes pour clarifier. C'est un travail fastidieux et indispensable; une fois fait, les solutions sont faciles et simples, mais il faut l'avoir fait pour pouvoir les comprendre.

Lors des mouvements de 1986, 1989<sup>1</sup>, 1992 nous avons donc eu droit à une foule de déclarations affirmant toutes que le mouvement était apolitique. Et pourtant il y eut plusieurs coordinations l'une proche des socialistes, l'autre des communistes et d'autres d'on ne sait qui encore. Dernièrement, dans le "mouvement" étudiant de 1993 on ne vit qu'une coordination mais qu'apprend-on? La tendance de l'Unef-ID qui a lancé ce mouvement ainsi que l'Unef-SE sont pour un retour à la grande Unef...Le mouvement a donc servi à ces messieurs pour montrer que l'action commune entre les deux Unef était possible. C'est pour cela, d'ailleurs, qu'à l'exception de quelques facultés particulièrement méfiantes, on ne vit pas cette fois nos apprentis politiques scander l'apolitisme.

Ce qu'il y a de répugnant dans tout ça, c'est bien ces calculs et ces manoeuvres, à cent lieues de nos préoccupations, qui satisfont on ne sait qui en se servant de nous. Et ce qu'il faut empêcher ce n'est pas que les organisations, quelles qu'elles soient, diffusent leurs idées et s'affichent; ce qu'il faut empêcher c'est que quiconque ne s'accapare le contrôle du mouvement et du message politique qu'il défend.

Ici s'achève notre rapide exposé sur ces pratiques différentes d'organisation que, pour des raisons évidentes, aucun parti politique ne vante.

Notre volonté de rester indépendants des partis et maîtres de notre mouvement nous a poussé à les adopter. Ils sont tout aussi efficaces dans le cadre d'un mouvement de grève.

C'est donc une solution à la manipulation dans les mouvements de grève, à vous de vous en servir.

Ils ne peuvent cependant pas tout résoudre. Tout comme on ne peut pas résoudre le problème de l'université en écartant les problèmes économiques et le reste de la société, on ne peut accepter ces principes dans le cadre d'un mouvement de grève étudiant sans s'interroger sur le fonctionnement du reste de la société. Ce que nous venons d'analyser ensemble, ce sont les mécanismes du pouvoir. Ils s'appliquent autant sur le pouvoir que l'on peut exercer sur un mouvement de grève que sur ceux que l'on peut exercer sur une société. Les députés sont-ils révocables? Font-ils ce qu'on leur dit de faire? Qui est honnête doit s'interroger là dessus. On ne peut pas refuser la manipulation d'un côté et l'accepter de l'autre.

<sup>1</sup> Mouvement lycéen de même constitution que les mouvements étudiants, il suffit de changer l'UNEF-ID par FIDL et UNEF-SE par JC qui sont leurs homologues lycéens et le tour est joué.

Car il ne faut pas sombrer dans le défaitisme: les mouvements sont utiles; mêmes s'ils n'ont pas toujours apporté les fruits escomptés, ils restent malgré tout le dernier rempart à la privatisation des universités. Quant à la récupération, on peut la combattre: la méfiance existant vis-à-vis des politiciens nous le prouve. Encore faut-il appliquer rationnellement cette méfiance par des pratiques simples.

Dans les pages qui suivent nous allons donc démonter les mécanismes d'un mouvement de grève pour mieux le comprendre, nous verrons alors ce qui est à changer pour obtenir un fonctionnement réellement démocratique.

Comprendre un mouvement, c'est d'abord comprendre ce qui se passe au niveau local. Le national vient toujours en dernier. D'ailleurs les politiciens ne s'y trompent pas, ce n'est qu'après s'être "placés" au niveau local qu'ils montent des coordinations nationales. Les mouvements débutent au niveau local, le mouvement national est le fruit des agitations existant dans chaque université.

C'est donc par le local que nous commencerons avant d'aborder le mouvement au niveau national somme toute beaucoup plus simple.

confrontation doit être, dans un même temps, envoyé à chaque assemblée. Ainsi une comparaison est possible.

On peut se demander ce qui se passerait si la coordination s'auto-proclamaient contre l'avis des assemblées. Comme par le passé, la coordination perdrait tout son poids car tout appui local. Il faut bien prendre conscience que la force de la coordination tient dans le fait qu'elle représente les assemblées locales. Si celles-ci la lâchent, elle n'est plus que la réunion d'une poignée de magouilleurs. La liberté des assemblées à participer ou pas à la coordination nationale est donc une arme à double tranchant. Si les délégués n'en font qu'à leur tête ils perdent tout crédit, s'ils respectent les vœux des assemblées, la coordination prend toute son ampleur car sa position reflète les souhaits de toutes les assemblées. Aux assemblées de décider par la suite du moment où elles seront satisfaites des résultats des négociations.

Il reste malgré tout un petit danger. Si les assemblées ne communiquent que par l'intermédiaire de leurs délégués, ceux-ci peuvent, à la limite, dire blanc d'un côté et noir de l'autre. Si toute l'information reste entre leurs mains ils peuvent la modifier. Pour éviter ce genre de dérapage seuls les liens directs entre assemblées sont efficaces. En faisant circuler l'information directement entre les assemblées, on court-circuite la coordination. Celle-ci garde alors sa vraie place de porte-parole révocable à tout moment.

Avec un tel fonctionnement, le mouvement national est régi par les mêmes mécanismes que le mouvement local. Inutile donc de revenir sur les notions de mandats, de révocations qui doivent ici aussi être appliquées.

Notons tout de même qu'au niveau national, ces fonctionnements sont beaucoup plus difficiles à mettre en place. Si une assemblée peut toujours contrôler ces délégués, il reste toujours le risque que les autres assemblées soient manipulées. C'est la faiblesse des coordinations qui sont des organisations éphémères. Et il ne faut pas oublier que, face à cela, il y a des gens parfaitement bien organisés au niveau national. Diffuser ces idées et développer une organisation fonctionnant sur de tels principes nous semble être l'unique solution. C'est un débat à mener.

(chacun la sienne, na!). Les ministres les ont reçues très poliment mais en fait, ce qui c'est passé, c'est que ces "négociations" n'ont servi à rien. La seule chose que l'on a obtenue à chaque fois, ça a été le retrait du projet, rien de moins et rien de plus.

Pourquoi? parce que ces coordinations ne représentaient rien d'autre que ces politiciens en herbe. Les revendications nationales ne venaient pas des étudiants, ceux-ci étaient contre un projet, la mobilisation s'était faite là dessus, le reste était vague. Résultat. les coordinations n'avaient aucun appui et donc aucun poids. Les ministres les ont accueillies pour gagner du temps tout en sachant qu'ils ne leur céderaient rien d'important. Et c'est face à la détermination de la base que les projets furent retirés.

Quant aux syndicats étudiants, leur attitude est significative. Chacun sa coordination pour pouvoir dire ce qu'on veut. Ils ne se sont pas demandé si c'était bon ou pas de se diviser. L'intérêt du mouvement dans ces cas-là devient secondaire. La coordination nationale c'est l'aboutissement de toute la tentative de récupération. Une fois que l'on a réussi à contrôler telle et telle ville, hop! on fait une coordination nationale et on avance selon les intérêts de son syndicat et de son parti. Rappelons, une seconde fois, le mouvement de 93 contre la loi Fillon sur les ALS: il a été fait une coordination unitaire Unef-ID/Unef pour montrer que l'union entre ces deux syndicats était possible et efficace. Quant aux préoccupations des étudiants...

Voyons donc comment contrôler une coordination nationale, comment faire en sorte que les revendications qu'elle défende soit les nôtres.

Là encore, il faut savoir ce que l'on veut. Rien ne sert de participer à une coordination qui nous berne. A quoi bon servir de figurant? Comme dans l'assemblée locale nous devons garder le pouvoir de décision, le contrôle et le pouvoir de révoquer.

Il est évident qu'on ne peut pas faire une assemblée des étudiants de toutes la France. Un fonctionnement clair est toutefois possible.

La coordination doit être constituée de délégués de chaque université. Ceux-ci apportent le mandat de leur assemblée pour effectuer une confrontation des mandats. Il est évident que des mandats souples facilitent la constitution d'une feuille de revendications communes. Insistons une fois de plus sur le fait que souple ne veut pas dire vague. Un mandat vague laisse des pouvoirs au délégué, il peut être dangereux. Un mandat souple est constitué de plusieurs positions comprenant la plus souhaitée jusqu'à la dernière que l'on est prêt à accepter.

Mais ici aussi, un contrôle rigoureux doit être fait. Les délégués doivent communiquer le plus vite possible (par téléphone) l'évolution des discussions pour obtenir une confirmation de leur assemblée. Un compte-rendu écrit de la

## Le Mouvement de grève au niveau local

La première erreur est de croire que, parce qu'il y a des tracts, des affiches, des banderoles de syndicats (ou de partis) dans des manifestations et tout autre lieu de vie du mouvement, il y a récupération. La récupération se fait par le contrôle des postes décisionnels et de porte-parole du mouvement. Si le mouvement annonce à la presse qu'il est indépendant des syndicats bien qu'il les accepte dans ses rangs, il n'y a pas de raison que l'on dise qu'il s'agissait de la manifestation de tel ou tel syndicat. La chose serait peut-être différente si le mouvement n'annonçait rien à ce propos. Si les banderoles d'un syndicat s'étendent sur tout le cortège en laissant ainsi croire que tout le monde est adhérent de ce syndicat, il y a manipulation. Mais il s'agirait là d'un problème de contrôle de la communication au sein du mouvement et de l'ordre dans lequel doit se faire la manifestation. Ce qu'il faut faire dans ce cas-là c'est réfléchir et préparer la manifestation afin de ne pas être pris au dépourvu.

Discernons donc ce qu'est la récupération. On peut en distinguer deux formes:

La première, que l'on peut éviter, c'est la récupération immédiate: dans ce cas le mouvement est manipulé.

La seconde intervient a posteriori. Elle consiste à s'accaparer le mouvement et à falsifier ou réduire son contenu. Il s'agirait, par exemple, d'un syndicat disant "nous avons fait ce mouvement de grève. Pour continuer le combat adhère chez nous, notre syndicat est l'outil qu'il (nous) faut", ou bien la même chose avec la

variante "voté pour nous". Il peut aussi s'agir de dire que Mai 68 ne fut qu'un mouvement de protestation face au manque de locaux ou, au contraire, un mouvement révolutionnaire homogène de tous les exploités. Ici on ne peut que protester.

Pour comprendre comment les mouvements sont récupérés, il faut d'abord comprendre pourquoi ils le sont.

Les gens qui cherchent à utiliser un mouvement ont des fins soit "idéologiques", soit "tactiques", soit les deux à la fois.

Ce que nous entendons par "idéologique" c'est que l'organisation politique cherche à faire passer son message au nom du mouvement.

Les fins "tactiques" ne concernent pas le fond mais les formes. Il s'agit de déstabiliser un courant, une personne etc. et/ou en soutenir un ou une autre. En 1993, comme nous l'avons déjà dit, la tendance favorable à la gauche socialiste de l'Unef-ID et l'Unef communiste, toutes deux pour une réunification, se sont servis du mouvement pour mettre en difficulté la tendance fabusienne de l'Unef-ID qui est contre cette réunification. En 1986, Isabelle Thomas, leader étudiant de l'Unef-ID (par la suite elle sera député PS, petite récompense) a cherché à valoriser Mitterrand tout en déstabilisant le gouvernement Chirac. Il est évident qu'une grève déstabilise toujours le ministre, tant pis pour lui, ce qui n'est pas normal c'est que certains orientent le mouvement (dans ses formes d'actions, les personnes qu'il décide de voir et accepte donc comme alliés etc.) de façon à en faire bénéficier un courant politique particulier.

Les buts peuvent être à la fois tactiques et politiques. L'Unef-SE a tenu en 1992 un discours pour "plus de moyens". Ce discours n'était pas innocent, l'Unef tenta de le faire passer pour celui du mouvement pour deux raisons: valoriser le PC qui tenait le même discours (fin tactique), Asseoir ce discours "de gauche" sur l'université (fin idéologique). Peu importe la valeur des idées, ce que nous déconstruisons ici ce sont les méthodes.

Mais quelles que soient ses fins, le militant manipulateur doit s'assurer le contrôle de

La voix du mouvement, c'est à dire les "porte-paroles"

La commission qui propose les actions, c'est à dire le comité exécutif!

Ce sont les deux reines du pouvoir, de leur contrôle dépend le mouvement. Ainsi, il est même préférable pour le politicien, dans la plupart des cas, d'occuper ces postes sans son étiquette pour ne pas éveiller la méfiance.

Le problème, nous le voyons bien, ne réside pas dans la propagande faite par les organisations. D'ailleurs de quel droit les empêcherait-on de diffuser leurs

## Le Mouvement de grève au niveau national

À partir du moment où l'on a évité de se faire récupérer au niveau local il est normal de s'intéresser au niveau national. Il est clair que dans le cas des universités les décisions sont prises le plus souvent par le ministre. D'où l'intérêt de participer à une coordination nationale.

Là encore, il ne faut surtout pas se précipiter. Il faut s'interroger sur l'utilité de la coordination. Souvent on tente de nous présenter cette coordination comme vitale au mouvement. C'est faux. Nous l'avons déjà dit ce qui donne de l'importance à un mouvement c'est le nombre de gens qui y participent et la détermination dont ils font preuve. La coordination nationale quant à elle permet de présenter un certain nombre d'interlocuteurs face au ministre lorsque l'on a des revendications nationales et que l'on cherche à négocier. Si le but c'est de dire non à un projet et rien d'autre, une coordination nationale n'est pas forcément utile. Il suffira alors de faire grève et manifester jusqu'à ce que le projet soit définitivement retiré.

D'ailleurs, lors des derniers mouvements de 1986 et 1992, c'est ce qui s'est passé. Les politiciens étudiants ont fait une foule de coordinations nationales



Le contrôle doit être permanent et donc la révocation possible à chaque assemblée. Dès qu'elle le décide l'assemblée doit pouvoir changer un délégué. A la demande d'un membre de l'assemblée, pour une entorse au mandat, le problème de la révocation doit être posé, discuté et, si nécessaire, mis à l'épreuve du vote. Là, non plus, il ne faut pas s'embarasser de sentiments ou d'amour-propre. La révocation n'est pas une atteinte personnelle, c'est la pratique qui parachève le processus d'assemblée générale souveraine. En rester à de belles intentions et ne pas l'appliquer lorsqu'elle est nécessaire ne sert à rien, cela revient à ne rien faire. Là non plus, répétons-le, le problème ne doit pas se situer au niveau de l'individu, celui qui accepte d'être délégué accepte du même coup le contrôle et l'éventuelle révocation. Ajoutons qu'il ne s'agit pas d'une sanction, être révoqué ne veut pas dire exclu, l'individu reprend ses droits au sein de l'assemblée, il en reste un membre à part entière, pas plus, pas moins. Il ne perd pas d'avantage non plus car être délégué ne doit en apporter aucun. Et s'il se sent blessé dans son amour-propre, il n'a qu'à s'en prendre à lui car s'est bien lui qui n'aura pas respecté le mandat.

Voilà ce qu'est réellement une assemblée qui décide de son sort.

Tous les points relevés ont leur importance, la liste n'est pas exhaustive car les possibilités et les situations sont multiples mais si à chaque cas est appliqué ce même raisonnement qui tente de ne pas perdre de vue notre préoccupation première, si on ne cède pas à l'alarmisme ("vous allez couler le mouvement"), à la soi-disant urgence ("on n'a pas le temps) et à toutes les autres techniques employées par les adeptes des magouilles pour nous plonger dans la confusion, on doit parvenir à nos fins.

Quant au principe de fonctionnement présenté, il est bien évident qu'il ne vaut que dans sa globalité, inutile d'en dissocier une part pour l'appliquer seule. Il s'agit d'un bloc d'un fonctionnement cohérent où tous les mécanismes sont interdépendants. D'ailleurs si les politiques, généralement, tentent d'adopter cette démarche, ce n'est pas pour rien.

Reste à traiter maintenant le problème de l'organisation du mouvement au plan national.

idées? N'est-il pas normal qu'elles aient le droit de s'exprimer? De plus, dans les manifestations, si nous acceptons les militants des organisations pourquoi les empêcherions-nous de revendiquer leur appartenance? Ce qui ne veut pas dire que nous acceptons qu'ils fassent croire qu'ils forment l'ensemble de la manifestation, qu'ils en sont les instigateurs ou qu'ils dirigent le mouvement (évidemment, cela ne veut pas dire non plus qu'il faut accepter n'importe qui comme l'UNI, les jeunes du Front National etc...). Ne pas accepter le droit d'existence des organisations n'est ni justifiable ni habile. En effet, si les mouvements politiques expriment leurs idées (par tracts etc...) en leur nom, on sait à qui l'on a affaire et on connaît, à peu près, leurs positions. Quand on connaît les idées, les positions et les militants d'une organisation il est plus facile de vérifier si elle joue franc jeu. Tandis que, dans cette censure maladroite (qui dénote une méconnaissance des mécanismes de récupération) les magouilleurs sont comme des poissons dans l'eau et les contrôler devient plus difficile en tout cas pour la plupart des étudiants. Il faut alors qu'une personne plus informée vienne dire: "attention, là il y a danger parce que..."

Avant d'aller plus loin touchons deux mots tout de même de la récupération postérieure au mouvement.

C'est quelque chose de très fréquent, l'Unef-SE a ciblé sa campagne pour les élections dans les UFR après les mouvements contre la réforme Jospin de 1991 sur leur participation aux grèves, faisant croire que le mouvement, c'était eux. A cette occasion d'autres eurent les mêmes pratiques notamment toutes les listes, nées des grèves, regroupant des politiciens en herbes, dents longues et tête enflée, chez qui quelques applaudissements dans les assemblées avaient révélé des vocations soudaines (vocations vite oubliées souvent). Plus près de nous l'Unef-ID nous donna un modèle du genre lors du mouvement 1993, là ce n'est plus de l'à peu près mais plutôt le niveau professionnel: un dépliant national appuyé d'un tract local expliquant: l'Unef-ID a fait le mouvement ("nous avons gagné sur la réforme Fillon" etc... ce qui est faux d'ailleurs), le mouvement est mort, mais nous on continue quand même ( illustré par le titre "nous on laisse pas tomber!" quel courage et quelle délicatesse pour tous ceux qui ont participé au mouvement), le meilleur outil c'est l'Unef-ID, adhérez!

Cette récupération n'est pas contrôlable mais, même si elle peut faire enrager parfois (et rire aussi), elle n'est pas très grave non plus. Est dupe qui veut, vote qui veut, adhère qui veut. L'observation de ce phénomène a au moins un avantage: démasquer les truands. Qu'une organisation rappelle qu'elle a participé elle ou ses militants à un mouvement et qu'elle donne son avis sur celui-ci, soit, mais qu'elle se l'accapare! Il y a tout de même une différence qui est celle qui sépare l'honnêteté de la roublardise, le militant correct du magouilleur. La CNT

n'a jamais caché que ses militants ont participé à des mouvements de grèves, ceux-ci d'ailleurs n'ont pas manqué de donner leur avis sur ces derniers; ce n'est pas pour autant que nous avons dit avoir fait ces mouvements. Si nous avons réussi à éviter l'ambiguïté, tout mouvement est capable de le faire; il ne s'agit donc pas d'une question d'expression mais d'une question d'honnêteté, mais cette honnêteté est peut-être un luxe pour les soldats des élections.

Eviter la récupération politique ce n'est pas non plus écarter les militants politiques a priori. De quel droit le ferions-nous? ou plutôt le feriez vous? Nous sommes des syndicalistes après tout. Et puis comment contrôler que celui-ci appartient à telle ou telle organisation et celui-là pas?

Ici aussi il faut remplacer la peur irraisonnée par une méfiance consciente et rigoureuse comme celle qui vous a poussé à lire cette brochure en vérifiant tous ses dires. Il faut enfin traduire cette méfiance en actes, c'est à dire, en un contrôle constant des postes "à pouvoir" dont nous parlions tout à l'heure. Nous mettons "à pouvoir" entre guillemets parce qu'ils cessent d'être des postes de pouvoir dès que le contrôle s'exerce. On a du pouvoir lorsque l'on décide, lorsqu'on ne fait qu'appliquer les décisions de l'assemblée on n'est plus qu'un agent exécutif.

Attardons-nous donc un peu sur le fonctionnement habituel d'un mouvement de grève étudiant.

Le premier souci est d'adopter un fonctionnement démocratique. Chose normale, mais là encore il faut se méfier des mots et vérifier les pratiques. Encore une fois la confusion joue son rôle et l'on voit une mascarade qui distrait l'assemblée pendant que, en douce, les véritables décisions se prennent.

Première décision et premier détournement: on crée une ou plusieurs commissions qui doivent être les exécutrices du mouvement. Très vite elles prennent les décisions tout en rendant compte, pour sauver les apparences, à l'assemblée.

Là encore, idée commune et fautive: on croit que, parce qu'elle donne son avis sur telle ou telle proposition qu'on lui soumet, l'assemblée décide.

Prenons un exemple:

Qui a voté pour le traité de Maastricht? pas un pour cent de la population. D'abord parce que personne ne connaît le traité (nous n'avons eu droit, dans les mairies, qu'à des extraits), ensuite parce que les gens se sont prononcés pour l'Europe, contre la gauche, pour celui-ci, contre celui-là etc... bref rien qui ne ressemble de près ou de loin à un avis sur le traité. Enfin parce que ni vous ni nous ne connaissons les finalités de ces accords, parce que ni vous ni nous ne connaissons les processus qui se mettent en route. On nous fait voter sur Maastricht mais avons-nous décidé de nous engager dans le processus européen?

sanctionner un travail que l'on ne connaît même pas. Joli piège qui a pour argument: on ne fait pas un texte à 500 ou plus! L'argument ne tient pourtant pas: si on le soumet au vote, on suppose que l'on peut le modifier, auquel cas il est possible de discuter du contenu d'un texte en assemblée (sinon cela veut dire que ce vote n'est qu'une question de forme). Si on peut discuter du fond du texte, pourquoi ne le ferait-on pas avant que la commission de rédaction ne se réunisse? celle-ci n'aurait plus qu'à mettre à plat les idées énoncées. Après lecture de la copie en AG (pour contrôle cette fois), lecture beaucoup plus facile à suivre puisque l'on sait ce qu'il doit y avoir d'écrit, le vote est possible et ce qu'il y a dans le texte est vraiment représentatif de ce que pense l'assemblée au lieu de défendre, par exemple, le Revenu Minimum Etudiant, tout droit sorti d'un journal de l'Unef-ID.

Dernière chose à définir, le lieu et le moment. Là aussi, mêmes risques, mêmes précautions à prendre. Un message n'a pas le même poids annoncé après une grande manif ou après le repas... Attendre que le préfet se déplace ou lui demander une entrevue n'a pas non plus la même résonance etc...

L'ensemble de toutes ces dispositions porte un nom: il s'agit du mandat que l'assemblée attribue à ses délégués. C'est ce mandat que les délégués doivent respecter. Il doit donc être clair et précis, tout en gardant une marge de manoeuvre qui laisse une certaine souplesse sans laquelle il faudrait une assemblée générale permanente. Mais les limites doivent être marquées avec soin afin de pouvoir vérifier sans ambiguïté que les délégués les respectent bien. Il ne faut pas tomber dans les discussions du style: "oui mais il avait peut-être mal compris".

Si le mandat est respecté, très bien. Voyons ce que l'on peut faire lorsque ce n'est pas le cas.

La seule mesure possible, c'est la révocation. Quand un délégué ne respecte pas ou n'accomplit pas son mandat, on en change.

Le contrôle et la révocation sont les deux verrous de sécurité qui permettent à une assemblée de garder sa souveraineté.

Mais il faut encore se sortir de la tête que contrôler est un manque de confiance, une impolitesse. Le contrôle est un élément indispensable au bon fonctionnement d'un mouvement. Il doit s'inscrire dans les habitudes tout comme le délégué doit prendre l'habitude de rendre des comptes, de faire un compte-rendu à l'assemblée. Il n'y a là aucune atteinte à la personne, il s'agit d'une application de principe, d'une pratique organique incontournable et qui fait partie intégrante du mécanisme démocratique au même titre que les discussions et les prises de décisions en assemblée.

Choisir ses interlocuteurs est un moment important qu'il est important de contrôler tout comme il est important de contrôler le choix des "porte-parole".

"Porte-parole" est un mot bien précis, il faut s'y attacher. Le délégué ne doit faire que *porter la parole* de l'assemblée là ou celle-ci veut être entendue; Sa personnalité importe peu en soi. C'est en tout cas à cela qu'il faut arriver. L'important doit être le contenu, ce que nous voulons transmettre, et non le reste, là encore il s'agit d'un point important qui va à l'encontre de nos habitudes. Aujourd'hui on mise tout sur la forme, un mouvement de grève, répétons-le encore une fois, ne détient de l'importance que par sa capacité de mobilisation, un ministre se contrefiche d'avoir des interlocuteurs brillants, quand il s'agit de brio, d'ailleurs, les ministres sont souvent meilleurs, ce qu'il regarde c'est la colère que peut représenter les gens qu'il a en face. Il est donc absurde de rester prisonnier des talents de tribun d'untel et de lui passer des entraves au principe qui doit devenir notre obsession: l'assemblée générale est souveraine, c'est elle qui décide de tout ce qui est dit, fait, pensé, des gens à qui l'on s'adresse, de la forme des actions, bref, de tout ce qui concerne le mouvement de grève.

Point important donc: décider du contenu et des interlocuteurs. Ne sous-estimons pas les seconds. Deux exemples suffisent à comprendre: si un porte-parole va voir un maire, il associe ce politique à l'image du mouvement; s'il décide de bouder le préfet pour lui préférer les médias, il inscrit le mouvement dans une position de fermeté refusant tout dialogue c'est à dire que, en langage décodé, il dit aux autorités: "on ne négocie pas, on exige". Peu importe de savoir si ce sont de bons choix, l'essentiel c'est que ce soit nous qui les prenions, le contrôle du mouvement passe aussi par là. En 1992, à Pau certains tentèrent d'aller voir Jospin en visite à Tarbes, au nom de l'assemblée de Pau, sans être mandatés. L'assemblée des trois facs ne les a pas laissé faire, il y eut des délégués mandatés représentant réellement les grévistes. Mais à cette occasion, on vit aussi qu'une fac, la fac de sciences, était contre le fait de demander une audience à Jospin; minoritaire, elle a accepté d'envoyer malgré tout des délégués. Ceci nous montre bien que des politiques peuvent avoir intérêt à choisir les interlocuteurs et qu'à chaque situation plusieurs options s'offrent à nous; loin d'être évident, le bon choix demande souvent discussion et réflexion.

Idem pour le contenu, généralement c'est la première chose que l'on définit. Faisons attention tout de même à ce qu'il ne soit pas déformé au cours du mouvement, cela s'est déjà vu de nombreuse fois ici et là au cours des différents mouvements. Autre danger: les commissions de réflexion. Généralement elles pondent un texte qui est par la suite lu en A.G. et voté. La plupart du temps, comme il est toujours fastidieux d'écouter attentivement un texte de plusieurs pages lu devant des centaines de personnes dans l'effervescence d'une grève, le texte est adopté. On vote pour parce qu'en votant contre on se sent coupable de

Certainement pas. Est-ce que se prononcer sur l'Europe était le choix des Français, est-ce que cela faisait partie de nos préoccupations avant que l'on nous en parle? Aurions-nous eu seulement l'idée qu'il puisse exister un tel traité? Le fait est que nous nous sommes prononcés (ou pas) sur quelque chose que nous n'avons pas décidé de faire ou de ne pas faire, quelque chose qui nous était étranger.

Dans un mouvement de grève c'est la même chose: une commission qui propose décide. L'assemblée ne choisit qu'une option ou l'autre de ce choix. Voilà le fonctionnement habituel des mouvements qui est remis en cause avant même qu'on ne parle des manipulations qu'il permet.

Car on sait depuis longtemps que la façon de poser une question facilite une réponse. Si on parle des erreurs judiciaires, nous n'aurons pas la même réponse à la question "pour ou contre la peine de mort" (en terme de vote) que si l'on évoque les derniers instants d'une fillette violée et étranglée. L'exemple est caricatural ce qui ne fait que mettre en évidence le mécanisme. N'avez-vous jamais entendu dans les mouvements de grève des gens vous dire: "il faut faire vite, on n'a pas le temps, il faut bien se coordonner nationalement..." pour couper court à toute discussion sur la façon de s'organiser, sur les gens à qui l'on va s'adresser? N'était-ce pas des militants syndicaux ou politiques? La manipulation commence ici et plus les discussions en assemblée sont courtes (le plus court étant une question et une réponse par oui ou par non), plus la manipulation est facile.

On peut voir aussi s'amplifier les attitudes de cirque. L'état d'esprit qu'engendre ce genre de pratique est celui du pour ou contre, de l'opposition entre deux blocs, bref, du conflit. On voit ainsi des clowns se livrer un combat de gladiateurs redoublant de démagogie et de drague pour s'arracher la majorité. Exactement comme "en politique", aux législatives, aux présidentielles etc...

Conséquence immédiate: la création de clans avec leurs leaders respectifs. A raison le plus charismatique. On est bien loin de l'assemblée qui décide de son sort. Toute véritable discussion est écartée, on ne fonctionne plus par rapport à l'idée mais par rapport à celui qui l'émet. C'est le paradis pour les petits politiciens rompus à ce genre de situation tout au long de l'année au sein de leur organisation. Quant à celui qui ne sait pas parler en public, il n'a qu'à se taire.

Et ne nous y trompons pas, si les politiques en profitent, ce qui permet ce genre de situations ce sont les mécanismes de fonctionnement du mouvement et l'état d'esprit qu'ils perpétuent qui le permettent. Les commissions, lorsqu'elles dirigent, excitent les réflexes partisans que le spectacle quotidien nous a inculqués.

Etablir une véritable discussion qui cherche la meilleure solution, c'est à dire bien souvent le compromis, toujours, en tout cas, celle qui satisfasse la plupart des gens, voilà un fonctionnement réellement démocratique. Mais pour cela il faut supprimer les commissions telles qu'on les entend pour ne plus en faire

que de simples agents d'exécutions laissant à l'assemblée le soin de discuter, penser et décider de la marche à suivre. Ce n'est pas facile à mettre en place parce que les politiciens font tout pour l'empêcher et parce qu'il s'agit de pratiques inhabituelles.

Certains rétorqueront qu'une discussion entre 400, 1000 personnes ou plus n'est pas possible. C'est un a priori né de l'expérience de ces discussions-conflits dont nous venons de parler. C'est oublier que, lorsque les politiciens n'ont plus l'assemblée entre leurs mains, celle-ci ne réagit pas de la même façon. L'attention va aux propos constructifs et non aux querelles. Pourquoi faisons-nous grève? Interrogez-vous, qu'est-ce qui vous pousse à faire grève? C'est un mécontentement et le but recherché, c'est d'obtenir satisfaction et non pas de donner raison à un tel ou tort à un autre dont on n'a que faire. Evidemment au départ il y a des frictions avec les politiques, à nous de faire la part des choses et d'arriver à ce que nous voulons: un mouvement que nous contrôlons et que nous dirigeons tous ensemble.

On nous dira aussi que tout le monde ne sera pas d'accord sur tout. Evidemment, jamais une idée n'obtient parfaite unanimité. Mais une opposition qui se fait sur une idée n'est pas fiéleuse, elle peut être passionnée mais elle ne déborde pas sur le reste. Non, tout le monde n'est pas d'accord, les décisions sont le fruit de débats sérieux et parfois conflictuels. Mais, répétons-le, les clans disparus, les individus recherchent la meilleure solution. A nous de faire en sorte que les discussions se passent le mieux possible. Toujours est-il que lorsque l'on sait que l'on prend les décisions tous ensemble, même lorsque l'on se retrouve sur un point en désaccord, il n'y a pas l'amertume et la colère des assemblées ou l'on se fait magouiller. D'ailleurs, à Pau, nous avons pu constater cela dans les assemblées des grévistes de la fac de sciences pour le mouvement contre la réforme Jospin de 1991 ainsi que lors du mouvement de 1993, une fois après avoir clarifié les choses vis-à-vis des politiciens ces assemblées (hélas trop peu longtemps, vu le manque d'ampleur du mouvement en 1993) fonctionnèrent bien sans cohue, sans scandale aussi bien, en tout cas, que n'importe quelle assemblée de ces deux mouvements ailleurs en France. La différence fut qu'à Pau, à ces deux occasions, ce sont les grévistes et eux seuls qui décidèrent de leur sort dans ces assemblées, pas un syndicat et pas un parti ne leur a imposé sa loi. Ont-ils bien ou mal géré leurs affaires? Peu importe puisque, au moins, ils les ont gérées?

Si l'assemblée se trompe, peu importe, pourvu que nous nous trompions tous ensemble! Cela vaut toujours mieux qu'un despote qui voit juste. n'est-ce pas cela la démocratie? Si c'est elle que l'on recherche nous voyons mal comment faire autrement. Quant à la choisir c'est une question d'idéal. Bien sûr, lorsque quelques

personnes décident, ça va un peu plus vite, mais voyez les résultats! En tout cas ça n'a rien à voir avec la démocratie.

Pratiques nouvelles à méditer, que risque-t-on de les appliquer? Que peut-il y avoir de pire que la manipulation et la récupération?

Mais il ne suffit pas de prendre des décisions encore faut-il qu'elles soient appliquées.

Combien de fois a-t-on vu des "porte-parole" s'exprimer sur des sujets qui n'avaient jamais été débattus en assemblée? Combien de fois a-t-on vu ces mêmes "porte-parole" accepter une audience auprès d'un politique, un préfet, accepter l'interview d'un journaliste sans que la question n'ait été soulevée en assemblée?

Nous atteignons le fond du problème. Bien sûr, il faut s'exprimer et faire connaître ses revendications. Mais chaque moyen adopté est lourd de conséquences, il faut les connaître. Décider de tel ou tel moyen en toute connaissance de cause, c'est acquérir l'autonomie de décision à laquelle nous aspirons.

Prenons le cas de la presse. Commençons par la remettre à sa juste place. La presse relate les faits... au mieux. Jamais elle ne les crée. Ce n'est pas elle qui fait marcher un mouvement. Une action de trente personnes médiatisée à outrance ne fera pas reculer un gouvernement. Evidemment s'il s'agit de faveurs bégnines, un gouvernement pourra, s'il considère que cela est bon pour sa publicité, les concéder. Mais sur un mouvement de grève la seule chose qui, de tout temps, a fait fléchir un gouvernement c'est une mobilisation importante: un rapport de force. La censure aura beau être totale, si le mouvement est fort, il gagne. Les services du Ministère de l'intérieur ont le meilleur réseau d'informations du pays si bien qu'on ne bluffe pas un ministre. Sans mobilisation nous n'obtiendrons rien. Quant au pouvoir de la presse, il n'agit que sur nous et pas sur les ministères. La presse influence l'opinion publique et rien d'autre. Et pour être médiatisé nous dépendons de son bon vouloir. Pour notre part, sachons bien que si c'est une chose utile elle n'est pas primordiale. Et puis rappelons-nous de son comportement lors des précédents mouvements. Quant elle n'a pas minimisé le mouvement comme en 1993, elle a fait ses propres leaders comme Isabelle Thomas qui, en 1986, n'a pas émergé, comme on l'entend trop souvent, des mouvements de grèves mais des pages du très socialiste journal "Libération" (quant à l'avis des étudiants...). Aujourd'hui la presse impose des leaders et des événements, que ses raisons soient politiques ou médiatiques (charisme etc...) elles sont inacceptables.

Aussi n'est-il pas toujours insensé d'envisager un boycott de la presse, cela peut-être, parfois, le seul moyen qu'il reste pour contester l'attitude que celle-ci peut adopter.